

DÉPARTEMENT



DU VAR

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION N°A-2019-1775

Richard STRAMBIO, maire de la ville de Draguignan,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-28, L. 2212-1 à L. 2213-6 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code de la route;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie - signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal du 08 janvier 1963 portant réglementation de la circulation et du stationnement sur la commune de Draguignan ;

Vu l'arrêté municipal n°A-2017.2139 du 25 octobre 2017 portant réglementation sur une partie du territoire de Draguignan ;

Vu le règlement de voirie communal du 08 décembre 2010 ;

Vu l'arrêté n° du demande une prolongation

Considérant la demande du 18 octobre 2019, présentée par la société DRAGUI CONSTRUCTIONS, demeurant 49 avenue de l'Europe - 83300 DRAGUIGNAN, concernant des travaux de réfection d'un immeuble sis 23, rue Labat.

Considérant la nécessité de permettre le bon déroulement des travaux cités ci-dessus ;

ARRETE**ARTICLE 1 : Dans la rue Labat :**

- **Le stationnement est interdit sur trois emplacements (immédiatement après SENDRA) sauf au véhicule du pétitionnaire.**
- **Le stationnement est également interdit sur cinq emplacements en face pour le dévoiement de la circulation.**
- **les piétons sont dévoyés sur le trottoir d'en face (avec mise en place d'un panneau écriture noire sur fond jaune « déviation piétons »)**
- **La circulation est dévoyée**
- **La vitesse est limitée à 30km/h.**
- **Le chantier est balisé par des barrières de type Altrad liées entre elles.**

ARTICLE 2 : Cette réglementation commencera à courir le **jeudi 24 octobre 2019** et ce, pour une durée de **ONZE SEMAINES**.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie) et au manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire émis par le Ministère de l'équipement, des transports et du logement.

Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux qui est et demeure entièrement responsable de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Les panneaux seront entièrement rétro réfléchis et mis en place au moins 48 h avant le début des travaux.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 4 : Les officiers de police judiciaire territorialement compétents sont autorisés en conséquence, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier.

Les frais de telles interventions sont à la charge des contrevenants

ARTICLE 5 : M. le Directeur général des services,

M. le Directeur général des services techniques,

M. le Chef de la police municipale

M. le Commissaire principal de police,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle, conformément aux termes de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr".

DRAGUIGNAN, le 24.10.15

P/Le Maire,

Le Directeur Général des Services Techniques,



Richard VARENNE